



## DÉCLARATION SUR LES MANIFESTATIONS POUR LA LIBERTÉ ET LA DÉMOCRATIE À CUBA

Les soussignés sont très préoccupés par **la réaction violente du régime cubain face aux manifestations pacifiques qui ont lieu à Cuba contre le gouvernement communiste**, réclamant la fin de plus de soixante ans de dictature dans l'île.

Ce fut une démonstration sans précédent de colère et de frustration dans de nombreuses villes à travers tout le pays et notamment les plus grandes telles que La Havane, Santiago, Santa Clara, Matanzas, Cienfuegos et Holgin.

**Cuba, l'un des pays les plus prospères d'Amérique il y a soixante ans, est aujourd'hui un État en faillite, la majeure partie de sa population vivant dans la pauvreté absolue en raison d'un régime communiste non démocratique et corrompu.**

Les soussignés **condamnent fermement la réponse violente du président cubain Miguel Díaz-Canel** à ce mouvement pacifique et **expriment leur soutien et leur engagement pour le peuple cubain** et pour la liberté et la démocratie à Cuba et dans tous les pays d'Amérique latine, qui sont aujourd'hui sous menace de mouvements qui ne respectent pas l'État de droit.

**Nous demandons donc à l'Union européenne de reconsidérer sa position sur Cuba** et de commencer à travailler avec fermeté et persévérance à une défense forte des valeurs de liberté, d'État de droit et de démocratie.

À cet égard, les soussignés rappellent la résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019<sup>(1)</sup> condamnant les crimes horribles commis par les communistes dans toute l'Europe sans exception, et condamnant les actes d'agression, les crimes contre l'humanité et les violations massives des droits de l'homme perpétrés par les communistes, les nazis et d'autres régimes autoritaires.

<sup>(1)</sup>P9\_TA (2019) 0021 [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2019-0021_FR.html)

En outre, les soussignés exhortent les autorités cubaines à :

- **Libérer immédiatement tous les détenus**, y compris la journaliste d'ABC Camila Acosta.
- **Cesser immédiatement toute violence, persécution, harcèlement, détentions arbitraires et attaques continues contre des manifestants pacifiques** tels que le Mouvement San Isidro, des journalistes indépendants, des défenseurs des droits humains et des membres de l'opposition pacifique à Cuba.
- Autoriser l'entrée et l'accès sans restriction des membres du Parlement européen à Cuba.

Par ailleurs, nous appelons l'Union européenne à :

- **Condamner fermement cette dernière vague de répression des autorités cubaines** contre la plus grande manifestation de la population civile des 30 dernières années.
- Donner des instructions à la Délégation de l'Union européenne à Cuba pour apporter toute l'assistance possible aux personnes persécutées par le régime.
- Convoquer une réunion d'urgence avec les autorités cubaines en tant que « cas d'urgence spécial » conformément aux dispositions de l'article 85 du PDCA afin que, à la lumière des faits et de la violation répétée et systématique des obligations et engagements convenus dans l'Accord, l'UE applique immédiatement le mécanisme de suspension prévu par l'Accord.
- **Cesser immédiatement les aides financières de l'UE qui pourraient atterrir entre les mains du régime cubain**, qui ont été systématiquement accordées malgré les graves violations passées et présentes des droits de l'homme, en prenant particulièrement soin de ne pas nuire au peuple cubain.

Cordialement,

**Hermann TERTSCH**

Vice-président du  
Groupe ECR au Parlement  
européen

**Leopoldo LÓPEZ GIL**

Député espagnol au Parlement  
européen du Groupe PPE

**José Ramón BAUZÁ DÍAZ**

Député espagnol au Parlement  
européen du Groupe Renew

**Thierry MARIANI**

Député français au Parlement  
européen du Groupe ID  
Coordinateur AFET